

Les visites officielles dans le cirque de Cilaos à travers la presse de 1945 à 2001

François Payet

► **To cite this version:**

François Payet. Les visites officielles dans le cirque de Cilaos à travers la presse de 1945 à 2001. Travaux & documents, Université de La Réunion, Faculté des lettres et des sciences humaines, 2014, Texte et politique, pp.93–112. hal-02267893

HAL Id: hal-02267893

<http://hal.univ-reunion.fr/hal-02267893>

Submitted on 20 Aug 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les visites officielles dans le cirque de Cilaos à travers la presse de 1945 à 2001

FRANÇOIS PAYET
UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

RÉSUMÉ

Aujourd'hui, Cilaos est la destination la plus prisée des touristes venant à l'île de La Réunion. Ils ne sont pas les premiers à s'être approprié ce cirque géographique.

Des personnalités s'y sont intéressées depuis le siècle dernier. Par un voyage à travers les textes contemporains, il nous est possible de retracer les déplacements officiels à Cilaos de 1945 à 2001.

Les acteurs de ces déplacements sont des hommes/femmes politiques locaux (représentants de partis, présidents du Conseil Général mais également des représentants de l'État français – préfets, commissions parlementaires, ministres et président de la République).

L'identification des types de visites de ces personnages publics (villégiatures, officielles, « amicales ») à Cilaos, écart de La Réunion, est rendu possible par un vecteur essentiel : le prisme de l'écriture. Ce corpus a pour base documentaire les journaux de cette période (existants ou disparus aujourd'hui) tels que le *Journal de L'Île de La Réunion (JIR)*, *Le Progrès*, *Le Quotidien de l'Île de La Réunion (Le Quotidien)*, *Le Réunionnais*, *Témoignages* (liste non exhaustive).

Ces visites ont eu de réels impacts sur les acteurs politiques et le développement du Cirque.

INTRODUCTION

Ce choix de lieu s'avère surprenant à étudier par rapport à d'autres villes réunionnaises telles que Saint-Pierre ou Saint-Denis. Cela est pourtant une évidence en partant de la situation actuelle du Cirque. Cilaos est aujourd'hui un bourg prospère qui connaît une économie touristique dynamique : montée de gamme des hôtels, première destination touristique de l'île, productions locales reconnues (broderies de Cilaos, lentilles, vin ou cures thermales).

C'est grâce aux différentes visites successives, depuis 1945, faites par d'autres « touristes » précurseurs, tels que les hommes/femmes politiques, que Cilaos

est aussi attractive. La description et la typologie de ses différentes visites se fait avec l'appui des journaux, disparus et/ou toujours en parution tels que le *Journal de L'île de La Réunion (JIR)*, *Le Progrès*, *Le Quotidien de L'île de La Réunion (Le Quotidien)*, *Le Réunionnais*, *Témoignages* (liste non exhaustive). Ces médias sont confrontés entre eux selon la disponibilité de leurs consultations aux Archives Départementales de La Réunion (ADR). En ce sens mon propos s'articule en trois temps distincts : 1945-1965, 1965-1987 et 1987-2001.

1945-1965 VISITE PRÉTEXTE OU/ET D'ENGAGEMENT

Visites d'agrément

Ces types de visites sont seulement l'occasion pour les hommes politiques de passer quelques moments de détente au sein du cirque, sans aucun avantage pour la population.

Lieu de rencontre

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, Cilaos, quartier reculé de Saint-Louis, devient un des lieux de rencontre des élus locaux.

Une de ces premières manifestations est la visite d'Albert Sarrault, président de l'Union Française. Durant son séjour à La Réunion en octobre 1951, le journal *Cri du Peuple* révèle que le président du Conseil Général (CG) Roger Payet lui offre un déjeuner au Grand Hôtel de Cilaos. Son déplacement dans ce bourg n'est motivé que pour cette raison. Il ne fait pas d'escale à Saint-Louis ville, mis à part pour prendre le train de Saint-Denis pour un simple aller/retour.

Le Progrès (27 octobre 1956), lui, informe ses lecteurs qu'en marge de ses visites des infrastructures réunionnaises et suite à l'invitation du président du CG, le sous-secrétaire d'État de la Marine marchande, Roger Duveau, est de passage à Cilaos, au Grand Hôtel de Cilaos, avec le préfet Perreau-Pradier.

Initiative personnelle

D'autres hommes politiques ont moins de scrupules à succomber aux charmes des montagnes cilaosiennes, sans raison officielle.

Le secrétaire d'État à la Marine, Henri Caillavet, s'autorise un déjeuner à Cilaos, avec M. Soucadeaux, haut-commissaire de Madagascar (et son épouse) et le général Landouzy lors de son voyage ministériel à La Réunion (*Le Progrès*, 22 novembre 1954).

Le Balai (3 septembre 1957) nous apprend que lors de son passage dans l'île, afin de rendre compte des possibilités touristiques de La Réunion, le ministre

de l'Intérieur, Gilbert Jules, s'accorde un moment de répit par une nuit de repos à Cilaos durant sa visite de quatre jours dans l'océan Indien (*Le Progrès*, 5 septembre 1957). Cette situation similaire se reproduit avec le ministre des Départements d'Outre-Mer (DOM), Louis Jacquinet, à La Réunion en 1962 (*Le Cri du Peuple*, 13 septembre 1962).

Dans un autre registre, *Le Progrès* (14 août 1958) nous annonce que le ministre des anciens combattants, Edmond Michelet, assiste à une messe à Cilaos célébrée par le Révérend Père Berthou.

Il est suivi de la visite « anecdotique » du ministre de l'Outremer André Grimaud lors de la visite officielle du président Charles De Gaulle (*Le Balai*, 15 juillet 1959).

Le Progrès, uniquement, évoque le passage du ministre d'État et des DOM, Robert Lecourt, à Cilaos. À la mairie, il remet à Marc Corré, instituteur, la croix de chevalier de l'étoile d'Anjouan. Il finit cette journée par un séjour au Grand hôtel où il est hébergé avant son départ pour la métropole (*Le Progrès*, 14 août 1960).

La venue de la commission de l'administration générale de l'organisation judiciaire de l'Assemblée Nationale à Cilaos ne provoque que l'indignation des journalistes du *Cri du Peuple* (28 septembre 1961). Après les visites des pénitenciers, les élus parlementaires s'accordent quelques moments de détente touristiques donc une à Cilaos, mais sans contacts avec les habitants des lieux visités !

Visites techniques

Ces déplacements sont des moments particuliers pour les hommes politiques de montrer à la population de Cilaos qu'elle est considérée par les différentes instances. En ce sens, la presse est utilisée par les politiques comme outil de diffusion de leurs actions.

Gestion de l'urgence

Elle résulte des aléas cycloniques. Par un communiqué publié dans *Le Progrès* (25 mars 1958), le Préfet Perreau-Pradier, en visite sur la route de Cilaos, constate les dégâts d'un cyclone, démontrant une fois encore le soutien de l'État à préserver ce lieu touristique de l'île.

Par la suite, la solidarité nationale est à nouveau mise à contribution quelques années plus tard. Le ministre des DOM, Jacquinet, se rend à La Réunion suite au cyclone Gisèle. Il constate de nombreux dégâts dont les routes coupées à Cilaos (*Le Progrès*, 12 mars 1964).

Développement économique ?

L'un des vecteurs de ce développement est la Route Nationale (RN) 5 et les routes départementales. La venue du ministre des travaux publics, André Morice, est un exemple concret de l'intérêt des pouvoirs exécutifs à cet axe routier. Il assiste aux travaux de l'entretien courant de la RN5 (*Le Progrès*, 11 octobre 1952).

Ce soutien se manifeste aussi avec le ministre d'État et des DOM, Robert Lecourt en août 1957 par l'inauguration du tronçon de route, au Point Kilométrique (PK) 27 et la construction de la route de Bras-Sec. Une visite rapide des équipements du bourg conclut son déplacement (*Le Balai*, 3 août 1957).

Louis Jacquinot, Ministre d'État chargé des Départements et Territoires d'Outre-Mer (DOM-TOM), est, lui, accueilli chaleureusement durant ce second semestre de l'année 1962. La population l'attend avec impatience, « *Tout le village est abondamment décoré* », depuis huit heures du matin, pour l'inauguration de la route des thermes prenant source derrière le petit séminaire et se prolongeant vers l'Îlet-à-Cordes. Cette opération d'endiguement du Bras Rouge par les services de l'Office National des Forêts (ONF) a pour finalité de sauver les eaux thermales du Cirque et aussi le village, en cas de crues exceptionnelles. Pour le gouvernement, c'est faire preuve à nouveau de son intérêt pour cette population courageuse. (*Liberté*, 18 septembre 1962).

Le célèbre préfet Perreau-Pradier, rendu célèbre pour son combat contre le Parti Communiste Réunionnais (PCR), a aussi mené d'autres luttes moins célèbres. Il est l'un des acteurs du développement de Cilaos. Sa visite à Cilaos en 1957 en présence d'autres officiels (adjoint au maire, directeur des services agricoles, chef de district des eaux et forêts) a consisté en la découverte des vers à soie et des ateliers de fil de soie de Cilaos. Cet Artisanat est présent dans les deux écoles, le séminaire et une plantation au Bras Rouge. Le préfet a, alors, l'ambition de relancer cette filière délaissée. Les essais menés montrent la possibilité d'une manne financière, 50 millions de francs CFA, pour tous. Elle a une potentialité de rentabilité : enfants et femmes peuvent travailler ce produit. Le préfet Perreau-Pradier en est convaincu. Cilaos peut sortir de la misère par ce projet (*Le Progrès*, 4 février 1957). Son acharnement semble un temps porter ses fruits. *Le Balai* s'en fait l'écho par un article sur des champs de muriers en expansion dans le cirque (*Le Balai*, 29 juin 1959). Toutefois cet ambitieux projet ne dépasse pas le stade d'objectif. Les raisons de cet échec n'ont pu être trouvées, faute de sources suffisantes.

1965-1987 DES VISITES AUX INTÉRÊTS DE CILAOS

Visites d'Etat

Ces déplacements sont l'occasion de croiser les points de vue, les visions des événements des trois journaux toujours en parution à La Réunion : *Journal de L'île de La Réunion (JIR)*, *Le Quotidien de L'île de La Réunion (Le Quotidien)* et *Témoignages*.

Valéry Giscard d'Estaing (VGE), un président dans un cirque

Pourtant, pour cet événement d'octobre 1976, *Témoignages*, le journal du PCR n'évoque même pas une ligne. Ses articles sont focalisés sur le célèbre discours de VGE à Saint-Louis, bastion du parti et de ses idées autonomistes.

Le Quotidien, tout jeune journal, créé en septembre 1976 relate les préparatifs de la venue de VGE. Pour mener à bien la première visite présidentielle à Cilaos, le préfet Robert Lamy prépare le terrain avec le maire et le représentant local des Républicains Indépendants, parti d'Irénée Accot et de VGE, lors d'un déjeuner au Grand Hôtel (*Le Quotidien*, 21 septembre 1976). Il peut compter sur un comité de soutien, présidé par Irénée Accot. Cette organisation a pour mission de faire de cette visite un moment inoubliable. Des bus sont prévus pour les écarts de Palmiste-Rouge, Bras-Sec, Peterboth et Îlet-à-Cordes (*Le Quotidien*, 9 octobre 1976).

Le programme est parfaitement décrit par *Le Quotidien*. Dès son arrivée, VGE serre les mains des officiels présents soit le député de circonscription, Jean Fontaine, et le maire de Cilaos, Irénée Accot. Ce dernier, ému, expose les problèmes, doléances et difficultés de son territoire, dont le chômage des jeunes, et ses espoirs.

L'allocution présidentielle est, elle, concrète, bien que non retranscrite. L'analyse de ce discours montre la reconnaissance de VGE de la dureté des conditions de vie cilaosiennes (pauvreté, isolement). C'est donc pour lui un devoir d'aider ce territoire à maintenir ses activités tout comme d'autres centres de plus grande importance visités durant ce séjour (Saint-Pierre, Saint-Paul, Saint-Louis, etc.). Pour lui, ce discours est un engagement personnel et non des promesses de complaisances envers une population en pleine mutation. C'est un texte de départ et non de finalité dans le projet de développement du cirque. Il veut que ce moment reste inoubliable. Son auditoire semble avoir été conquis, y compris les élus locaux (discours.vie-publique.fr/notices/767012500.html).

S'ensuit le bain de foule menant à la mairie, où la signature du livre d'or est prévue au protocole. Un « *cortège officiel de deux voitures* », celles des époux Accot, achemine, dans leurs automobiles respectives, le couple républicain à la

table de Michel Hoareau. Seule une télévision espagnole a droit une interview de VGE avant ce repas intime, contrairement aux autres médias présents. Michel Hoareau, exploitant d'un champ (tabac, lentilles, oignons et salades) à proximité, informe le président du problème de la condition agricole dans le Cirque. Cela ne l'empêche pas d'offrir les quelques productions locales de sa famille (lentilles et broderie). La visite se finit par le raccompagnement à l'hélicoptère par Irénée ACCOT du président. Son épouse le rejoint après avoir effectué une halte à l'Ouvroir de broderie en compagnie de Mme Accot et des femmes du comité d'accueil (*Quotidien*, 11 octobre 1976).

Dans le *Journal de l'Île de La Réunion (JIR*, 14 octobre 1976) le passage du couple républicain est brièvement décrit. Le *JIR* ne s'intéresse qu'à l'action menée par le pouvoir local. L'accueil par le maire Irénée Accot, le comité d'accueil et les membres du conseil municipal, le bain de foule, le passage en mairie (et son apéritif) et le raccompagnement ainsi que la visite de l'Ouvroir de Mme VGE, avec Mme Accot et six autres femmes, membres du comité d'accueil, sont évoqués. Le repas avec Michel Hoareau n'est donc pas mentionné (*JIR*, 20 octobre 1976).

Cilaos peut se satisfaire de ce bref séjour. Selon un article du *Quotidien*, tout comme le *JIR*, le cirque bénéficie de deux réalisations spécifiques sur les treize mesures, annoncées par VGE lors de son périple réunionnais. La mesure n°3 prévoit l'aménagement des Hauts avec la récupération de 20 000 hectares (ha) pour la culture et l'élevage, le classement en zone de rénovation rurale (au 1^{er} janvier 1977) et la primauté de ces territoires dans le programme d'action prioritaire régionale (pour 1978). La mesure n°5 concerne l'irrigation du périmètre de Cilaos (soit 3 000 ha) au cours du VII^e plan pour un cout de 100 millions de francs. Dès le début de 1977, une première tranche de financement de 6 millions de francs est déjà allouée (*Le Quotidien*, 22 octobre 1976).

Raymond Barre, le premier ministre dans l'histoire du cirque

Cette période est aussi marquée par le retour d'un enfant du pays, Raymond Barre. Cilaos voit les choses en grand. Dès son arrivée, au stade rénové pour l'occasion, un millier de personnes sont là pour accueillir le premier ministre réunionnais en 1978. Tout en souhaitant la bienvenue à Raymond Barre, le maire expose les problèmes socio-économiques du cirque dont le chômage grandissant. Irénée Accot a de l'espoir en l'avenir avec la création d'un nouveau Villages Vacances Familles (VVF) et l'exploitation des sources thermales sur sa commune. Raymond Barre remercie et salue la foule pour son accueil chaleureux et tout particulièrement Ignace Rivière, un ami d'enfance. Le premier ministre réaffirme l'aide et le soutien de l'État. Sa visite aux thermes, où on y expose les projets futurs pour une station thermale, et à la nouvelle route de Bras-Sec en sont des actes. Son

séjour se termine par un rafraîchissement au Grand Hôtel et ses retrouvailles avec quelques-unes de ses « nénénes », présentées à sa femme, juste avant son départ du Cirque (*JIR*, 6 novembre 1978). Seul, le journal du PCR (*Témoignages*, 9 novembre 1978) y voit un outil de manipulation de la majorité municipale de se glorifier. Le correspondant local révèle que le maire Irénée Accot a employé des manœuvres scandaleuses. La ferveur des habitants à Raymond Barre au stade n'est pas spontanée. Pour convaincre du bienfondé de leur venue à cette manifestation, l' élu cilaosien annonce que le versement des pensions est l'action du premier ministre et de son engagement. Face au peu d'enthousiasme, Irénée Accot prend la décision de « réquisitionner » l'ensemble des bus de la commune pour acheminer la foule au stade, dont un rempli de lycéens. Cette entreprise est facilitée par le dirigeant et conseiller municipal, de l'unique compagnie de transports. Selon ce journal, cette situation anormale a suscité l'indignation de la population de Cilaos. Cette information mise en valeur dans les colonnes de *Témoignages* montre une certaine volonté du journal de réveiller les consciences cilaosiennes fortement contrôlées par la municipalité. Cet article a la vocation d'émanciper la foule de son roi Lion.

Pierre Mauroy, un devoir républicain

Par cet acte Irénée Accot n'hésite pas à s'opposer à l'attitude de ses amis politiques. Certains n'ont pas voulu accueillir le premier ministre socialiste sur leur territoire.

Dans *Le Quotidien*, l'accent est mis sur l'action des politiques. Pour cette occasion, le discours du maire est d'une spontanéité, tranchant avec la parole mesurée et pesée de l'époque de certains hommes politiques ! Les problèmes de Cilaos y sont mentionnés : érosions des sols, chômage, exode rural. L' élu demande, comme toujours, la classification en station thermale, la création d'un terrain d'aviation et une route de désenclavement depuis la Plaine des Cafres, solutions pour lutter contre les désavantages du cirque. La « réponse » du premier ministre est claire. Le Cirque « ne doit pas rester oublié du progrès [...] Le développement électrique, téléphonique, hydraulique, de l'élevage, et des bâtiments publics devraient être pris en charge par toutes les parties concernées pour en accélérer le rythme des réalisations » (*Le Quotidien*, 13 décembre 1982).

Le *JIR*, journal de droite, est fier de la prise de parole du premier ministre sur l' élu cilaosien et sur l'appartenance française de La Réunion. Le premier ministre socialiste estime que le maire est un « personnage sympathique entre tous ». En cette période de décentralisation contrariée, Pierre Mauroy tient à rappeler sa volonté de « maintenir La Réunion terre française ». Après ces hommages de circonstances, les différents élus sont attendus en mairie. Le premier ministre signe ainsi le livre d'or : « La solidarité nationale doit s'exprimer ici dans les hauts de

La Réunion et à Cilaos tout particulièrement... Tous mes vœux chaleureux Pierre Mauroy ». L'élu socialiste est tellement ravi de sa visite et de l'accueil des habitants « qui ont dans le cœur autant de chaleur que sous leurs pieds ». Il s'autorise donc une petite entorse au protocole établi. Il a été prévu un départ vers Saint-Benoît en hélicoptère depuis le stade municipal de Cilaos sans contact avec la population. Avec l'accord de son ministre d'État, sa visite se conclut par un parcours à pieds pour un bain de foule et une visite d'une petite case avant son envol du cirque (*JIR*, 13 décembre 1982).

Pour cet événement, à nouveau, *Témoignages* semble se désintéresser de ce territoire. La position sur la décentralisation du premier ministre semble ne pas plaire aux idées du PCR et donc de son organe de presse.

Déplacements intéressés

La presse est, pour ces mouvements des instances nationales ou locales, un relais de l'action des hommes politiques sur ce territoire devenu enfin indépendant de Saint-Louis depuis 1965, avec plus ou moins de succès, pour montrer leur intérêt dans le développement économique et la modernisation du Cirque.

Des visites de développement

Ces mouvements se manifestent par les inaugurations, les créations ou les extensions des commodités. Le comité interministériel de la Formation Professionnelle et de Promotion Sociale effectue un passage à Cilaos et acte la mise en services de la nouvelle liaison téléphonique Cilaos/Saint-Pierre en mai 1971 (*Le Réveil*, 5 mai 1971). Le développement de la diffusion des moyens de communications se réalise également par l'inauguration du raccordement de réseaux hertziens, dans les écarts (Îlet-à-Cordes et Bras-Sec) par le ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones (PTT). Cette infrastructure ultramoderne permet alors en 1972 d'avoir de très bonnes communications. Ce réseau est renforcé en 1982 en présence du conseiller technique rattaché au cabinet du ministre des PTT et du préfet Paul Cousseran. Le préfet Robert Lamy lui, inaugure la route de désenclavement de Bras-Sec en 1977, en présence d'Irénée Accot et du premier adjoint Pierre-Noé Dijoux (*Le Quotidien*, 29 janvier 1977).

Ces différentes inaugurations officielles sont les fruits d'une plus longue réflexion de développement. Elles sont les outils de l'essor nouveau du Cirque : le tourisme, issu de groupes de réflexion. Ces rassemblements eux, contribuent à fixer les objectifs. La presse s'en fait donc écho. L'un des articles du *Quotidien* mentionne le séminaire du tourisme à Cilaos, organisé par l'Union départementale des offices de tourisme et des syndicats d'initiative. Cette manifestation accueille le préfet et le président du Conseil Régional (CR) Yves Barau. À l'issue de cette

manifestation, l'ensemble des participants décide de retenir quelques axes de développement touristique dont le musée de la dentelle à Cilaos (*Le Quotidien*, 26 novembre 1979). Un autre article fait mention d'une réunion du comité de l'aménagement des Hauts à Cilaos. Les officiels présents (sous-préfet, commissaire de la rénovation rurale, directeur de la Direction Départementale de l'Agriculture (DDA) et services de la Direction Départementale de l'Équipement (DDE)), constatent des efforts à fournir pour le développement du Cirque. Leurs visites dans certains écarts (Îlet-à-Cordes et Îlet-à-Calebasses) montrent le déficit à combler en équipements de « base » (eau, électricité, téléphone, route). L'essor économique ne peut se faire, selon leurs conclusions, sans les filières arboricoles (pêchers et orangers) et viticoles (*Le Quotidien*, 24 octobre 1981).

Les visites officielles entre doléances et concrétisations

La presse, ici, par *Le Quotidien*, donne un point de vue sur l'attente des élus locaux sur le rôle des instances extérieures.

Le préfet et le sous-préfet visitent donc conjointement le Cirque pour voir les maux sur la RN5 et entendre les doléances en mairie et lors du déjeuner à hôtel des thermes (*Le Quotidien*, 9 février 1977). Pour les avaries du cyclone Hyacinthe, le secrétaire d'Etat des DOM Paul Dijoud vient attester de la solidarité nationale. Il peut, accompagné par le président du CG Pierre Lagourgue et du commissaire de l'artisanat et du tourisme Pierre Goyer, observer les ravages sur les îlets (Palmiste-Rouge, Bras Sec et Îlet-à-Cordes). Toutefois le ministre est ravi des quelques réalisations récentes : modernisation de l'ouvroir et inauguration du second VVF de l'île (*Le Quotidien*, 8 septembre 1980).

Lors de sa visite à Cilaos en 1980, le préfet Landouzy est interpellé par Irénée Accot sur les problématiques de l'eau, du travail des jeunes, la relance du projet de l'axe routier Plaine des Cafres/Cilaos. Les actions des élus du Cirque lui sont présentées : construction d'écoles, bitumage des routes de Bras-Sec et d'Îlet-à-Cordes et la création de la scierie de l'ONF. Le déplacement du préfet Michel Levallois en juin 1982 permet de voir l'avancée des projets depuis la venue du sous-préfet Serge Hauchart en 1981 : construction de la route d'Îlet-à-Calebasses, d'une salle des fêtes à Palmiste-Rouge. Le maire demande une aide, du moins un soutien des autorités et de l'État pour la modernisation des quartiers, des infrastructures (route, création d'un terrain d'aviation par l'armée). La situation de l'emploi est toujours aussi préoccupante : 500 chômeurs dans le Cirque. La formation des jeunes est en péril faute de transports et de moyens financiers. La réponse du préfet est sans équivoque. Il suggère de changer de modèle de développement en favorisant l'artisanat, l'agriculture et l'apprentissage au lieu de l'axer prioritairement sur le tourisme et l'industrie. Une divergence d'opinion existe sur la question

récurrente des thermes. Michel Levallois estime que ce n'est pas un projet prioritaire du gouvernement. Ce qui indigné Irénée Accot (*Le Quotidien*, 16 juin 1982). L'accueil du sous-préfet Serge Hauchart, en février 1981, a semblé répondre favorablement aux problèmes en eau du cirque. Le maire a cru obtenir le soutien moral pour la classification en station thermale et l'exploitation de source face à la concurrence du projet des thermes du Tampon (*Le Quotidien*, 21 février 1981). Cette arlésienne de la période d'administration du « Lion » du Cirque connaît un dénouement favorable, selon le *JIR*. Un bref historique relate l'aboutissement de ce projet. Un premier pas décisif est franchi en janvier 1982 par la visite du ministre de la santé. Il finit par céder aux exigences du maire acharné. Cette idée de développement a donc les honneurs d'une inauguration solennelle par la pose de la première pierre avec le président du conseil général en décembre 1985. Auguste Legros va de sa tirade élogieuse envers Irénée Accot : « Il n'a jamais baissé les bras, même dans les moments les plus difficiles. Il a été le gardien de la vie de ces eaux, ne perdant jamais espoir [...] Pendant longtemps c'était comme un rêve et non une réalité immédiate » (*JIR*, 18 décembre 1987).

Des moments tragiques font aussi que les élus se déplacent, d'après la vision du *Quotidien*. Le sous-préfet Dumec peut distinguer les dégâts et les travaux à entreprendre suite à l'effondrement du pont du Bras-Rouge reliant Îlet-à-Cordes à Cilaos en janvier 1984. Les moyens de l'armée sont mis à contribution par l'installation d'un téléphérique-nacelle (*Le Quotidien*, 23 et 24 janvier 1984). Le préfet Michel Levallois, lui, inaugure les travaux de la nouvelle passerelle (*Le Quotidien*, 3 février 1984). Ceux-ci s'achèvent au mois de juin de cette même année 1984.

L'autre grand projet à enfin voir le jour est la maison de la broderie, dirigée par Suzanne Maillot, meilleure ouvrière de France. Ce site est le symbole en 1985 de l'étroite collaboration entre différents acteurs, présents au moment de son inauguration, le sous-préfet Rémi Thuau, le président du conseil général Auguste Legros (*Le Quotidien*, 12 décembre 1985).

Héritage du passé

A nouveau le cirque est soumis à un rôle de faire-valoir dans l'action politique, du moins pour une partie de la presse locale. Les édiles locaux semblent s'accoutumer de ces coutumes politiques. Ils profitent parfois de cette situation.

Les visites éclairs ou/et anecdotiques

Le secrétaire d'État aux DOM, Michel Inchauspé, effectue sans doute le plus court déplacement jamais eu à Cilaos. Son passage éclair dure seulement 45 minutes en mairie le 31 mars 1969 (*Le Sudiste*, 28 mars 1969).

Le ministre de l'agriculture Michel Cointrat, durant son séjour réunionnais, n'effectue qu'un « simple » déjeuner au Grand Hôtel le 18 février 1972 (*Le Créole*, 15 février 1972). Marc Becam, secrétaire d'État aux collectivités territoriales auprès du ministère de l'Intérieur, ne passe qu'à peine une heure à Cilaos le 21 septembre 1977. Le but de cette courte visite est la consultation pour les réformes des collectivités locales (*La Gazette de l'Île de La Réunion*, 17 septembre 1977).

Quelques jours plus tard après la visite de Pierre Mauroy en 1982, un tout autre ministre intervient à Cilaos, celui du Temps Libre, André Henry. Sa visite peut sembler bien modeste après celle d'un premier ministre. Son action l'est aussi. *Le Quotidien* évoque qu'il a seulement lancé une course de karting. Néanmoins les honneurs du Cirque lui sont rendus : découverte de l'artisanat et des productions locales. Irénée Accot en profite pour lui demander une aide pour le VVF au nom du tourisme social (*Le Quotidien*, 20 décembre 1982).

Les visites de courtoisie

Dans un autre registre, ces liens permettent aux élus cilaosiens de tisser des liens intimes. Ces derniers valorisent ou/et aident l'action municipale en tout cas par la description faite par les journaux de l'époque.

Irénée Accot donc salue chaleureusement la venue de la première dame de France, Danielle Mitterrand. Elle visite évidemment les lieux incontournables, berceaux du développement économique de Cilaos. L' élu espère sans doute des retombées financières pour ces structures (*Le Quotidien*, 22 novembre 1985).

Cilaos a aussi droit à la seconde visite de Raymond Barre dans un cadre « privé » pour rencontrer Ignace Rivière et quelques amis d'enfance. Ceci ne l'empêche pas d'être reçu par le premier adjoint, Pascal Maillot. La municipalité veut faire de cet événement un outil de propagande politique (*Le Quotidien*, 12 décembre 1985).

Accompagnant le ministre de l'Agriculture François Guillaume, lors de l'inauguration des floralies de l'océan Indien (Saint-Denis), Bernadette Chirac passe un bref moment seule à Cilaos. Ce passage est le dernier rendez-vous officiel pour Irénée Accot, quelques semaines avant sa mort. Cette visite est marquée par un bain de foule et un déjeuner intimiste entre le maire et son hôte. *Le JIR* met en avant les festivités contrairement au *Quotidien* dans les rencontres précédentes (*JIR*, 5 octobre 1987).

1987-2001 LES VISITES, MOMENTS DE GLOIRE ?

La source principale de cette partie est *Le Quotidien*, ce qui ne veut pas dire que d'autres sources n'ont pas relaté l'ensemble de ces événements.

Mise en forme des projets anciens

Continuité des ambitions passées

La première visite post-Accot est symbolique. L'ensemble de la presse lui rend hommage, y compris ceux étant hostiles à ses idées. De nombreuses personnalités et autorités de l'époque lui rendent un dernier hommage. Le *JIR* (*JIR*, 13 novembre 1987) s'attarde sur la venue d'officiels : préfet, président du conseil général Auguste Legros. *Témoignages* (*Témoignages*, 13 novembre 1987) évoque plutôt les élus départementaux (Marcel Boissier, Cassam Moussa) et les quelques opposants politiques mais néanmoins amis (Roland Robert, Roger Hoarau et Guy Ethève).

Le travail d'Irénée Accot a porté ses fruits avec la mise en place des structures commencées sous sa mandature. Une partie de la presse s'en fait l'écho. Le *JIR* s'intéresse au projet des thermes. En présence des présidents du CG et du CR, les nouveaux locaux tant défendus par le « Vieux Lion », sont inaugurés quelques semaines après sa mort, en Décembre 1987. Ce projet porte son nom en hommage (*JIR*, 18 Décembre 1987).

Le Quotidien s'intéresse à la pose de la première pierre de Maison de la Montagne de Cilaos. Elle s'effectue en la présence du président du CG, Éric Boyer. Cet événement fait suite au contrat de développement signé en juillet 1988 par son prédécesseur et Pascal Maillot (*Le Quotidien*, 11 octobre 1989). Cette structure est similaire à celle de Chamonix. Elle est l'initiative de deux gendarmes à la retraite de la cité de Haute-Savoie, Mollaret et Berthola. Un autre article du *Quotidien* relate un autre événement important de cette collaboration nouvelle : la venue d'une délégation de Chamonix pour la signature du contrat de jumelage à la mairie de Cilaos. Ces élus de France sont accompagnés d'officiels locaux : le député de circonscription André Thien-Ah-Koon (TAK), le président du CG. Ces chamoniards ont également droit aux diverses activités « traditionnelles » liées : banquets, chants offerts par le maire Pascal Maillot etc. Les cilaosiens, eux, espèrent l'apport du savoir-faire savoyard pour améliorer l'aménagement du territoire. Ce nouveau partenariat se traduit par la venue de représentants du CG de Haute-Savoie et du maire de Chamonix M. Charlet à Cilaos sur la nature des échanges (Savoir-faire, scolaire...) avec la ville alpine (*Le Quotidien*, 19 octobre 1989).

Renforcement du développement

Ces anciens projets ne suffisent pas à eux seuls pour la pérennité de l'essor économique du Cirque. *Le Quotidien* affirme sans peine le rôle moteur du CG dans cette ambition de développement.

Les différentes signatures de Contrat de culture État/mairie de Cilaos abondent dans ce sens : points de lecture, renforcement de cinéma itinérant et de spectacle par des associations dans les principaux écarts, accueil d'artistes professionnels dans les milieux sociaux défavorisés, documentaire de quinze minutes sur l'Histoire de Cilaos, financement de la formation de carillonneurs. Les signataires de ces collaborations sont le sous-préfet Philizot, le maire Pascal Maillot, la conseillère générale Gilberte Accot et le président de la Direction Régionale des Activités Culturelles (DRAC) Marc Kichenapaidou en septembre 1991 (*Le Quotidien*, 28 septembre 1991).

Le CG signe un contrat de développement pour la filière viticole, le raccordement aux commodités (électricité, eau, ...), une revalorisation des anciens thermes, délaissés depuis l'ouverture du centre thermal Irénée Accot, par un musée du thermalisme. Le député TAK, lui aussi présent, demande une attention particulière à la construction de logements sociaux. Un autre partenariat a pour priorité l'amélioration du cadre de vie : réfection des captages et des adductions d'eau, modernisation du réseau de la rue du père Boiteau et de la rue des écoles, renforcement du traitement en eau (*Le Quotidien*, 11 novembre 1993).

Visites ministérielles*Jean-Michel Baylet*

Le ministre du Tourisme, Jean-Michel Baylet, est surpris du développement touristique de Cilaos en 1992. Il félicite les efforts de modernisation des hôtels cilaosiens. Un effort gouvernemental est consenti : 200 000 francs pour le développement de l'hôtellerie familiale et indépendante. Le ministre visite l'un de ces établissements, *Le Vieux Cep*. Simon Lebreton, le nouveau maire, est donc mis en valeur par cet article du *Quotidien*. Son plan en faveur semble être reconnu (*Le Quotidien*, 22 juin 1992).

Dominique Perben

Le Ministre des DOM Dominique Perben est accueilli à son arrivée en hélicoptère par le maire. Simon Lebreton lui fait un résumé géographique et économique de Cilaos. Le cirque n'est relié qu'avec Saint-Louis par une route de 35 kilomètres. L'agriculture est le secteur dominant malgré les difficultés de son

environnement escarpé mais l'accroissement de la population est plus faible que les décennies précédentes. Le chômage touche principalement les jeunes. Les atouts de Cilaos sont la Maison de la Montagne, la Maison de la Broderie et les thermes. Ces lieux sont visités brièvement par le ministre. Les responsables de ces structures ont décrit l'historique et les perspectives de chacune d'elles. Avant son départ pour Le Tampon, lors du buffet campagnard au *Vieux Cep*, Dominique Perben s'enthousiasme dans cet article : « L'efficacité de l'aménagement réside dans la collaboration entre l'État, la Région et la commune. Vous avez un site exceptionnel, d'une beauté saisissante » (*Le Réunionnais*, 29 juillet 1993).

Edouard Balladur

Cette idée de déplacement dans le cirque s'est prise durant le congrès des maires. En pleine campagne présidentielle de 1995, Édouard Balladur, second premier ministre de cohabitation de la présidence de François Mitterrand, est accompagné durant ce séjour de trois jours sur la terre réunionnaise de François Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et de Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la Santé. Cilaos a l'honneur de les accueillir tous lors du second et dernier jour de visite. Ce déplacement est rapide au vu du tempo des visites imposées (Le Tampon, Saint-Pierre, Saint-Paul). Le cirque a la priorité de ses engagements de terrain du groupe ministériel. Ce choix de « primauté » s'avère stratégique. C'est la commune la plus difficile d'accès pour les déplacements programmés.

La visite à Cilaos, en elle-même, est courte mais est riche d'enseignements, d'engagements, de volontés. Le maire profite de cet « événement de première importance », pour faire part des doléances de la commune et dresser un bref historique communal : « Nous entendons poursuivre notre action avec, comme objectif premier, de faire de Cilaos une véritable station touristique et thermale suivant en cela l'exemple de Chamonix, notre ville jumelle depuis 1988 ».

Le maire souhaite également un partenariat renforcé avec l'État pour la création d'emplois de développement touristique. Ces nouveaux métiers doivent avoir des « effets directs ou indirects sur l'agriculture et l'artisanat ». Il obtient gain de cause. Le premier ministre accorde une enveloppe budgétaire de 100 000 francs pour mener à bien les objectifs communaux de désenclavement et de développement économique. Édouard Balladur ne peut qu'apporter son soutien au projet de contrat de station touristique et thermale :

Vous le devez bien entendu aux paysages somptueux dont la nature vous a dotés. Vous le devez aussi à une qualité d'hospitalité, de simplicité, d'authenticité, où s'incarne ce que La Réunion a de meilleur [...] Le jumelage entre Chamonix et Cilaos, commune qui m'est chère est une raison

supplémentaire – s'il en est besoin – de l'attention que je porterai aux projets et à des réalisations (*Le Quotidien*, 27 novembre 1994).

Le chemin reste encore long pour parvenir à une égalité en termes d'aménagements de services publics et logements sociaux. Le premier ministre est déjà satisfait, pour *Le Quotidien* :

[...] exemple de réussite économique et humaine [...] illustre avec beaucoup de réussite le bien-fondé de l'objectif que s'étaient assigné l'État et les collectivités territoriales réunionnaises il y a de cela une quinzaine d'années, en lançant le plan d'aménagement des Hauts (*Le Quotidien*, 27 novembre 1994).

Pour *Le Réunionnais*, ce déplacement est donc la garantie du soutien touristique de Cilaos. Cette prise de conscience de l'essor touristique du cirque se fait par la visite de deux structures. Depuis 1991, la Maison de la Montagne a pour vocation de renseigner et de réserver des gîtes et des campings de montagne dans le cadre d'un plan départemental de randonnées. La Maison de la Broderie, construite par le CG en 1984, est issue d'un long processus avec le legs à vingt ouvrières des techniques de coutures d'Angèle Mac-Auliffe de 1905. Ce bâtiment n'est que la suite de l'Ouvroir créé en 1953, dirigée par sœur Anasthasie (médaillée d'or en Broderie en 1983) et le combat mené par l'association des brodeuses de Cilaos, fondée en 1983 (*Le Réunionnais*, 23 novembre 1994). Le journal exprime toutefois une légère déception en raison de l'absence de bain de foule et l'ignorance des efforts des hôtesses de la Maison de la Montagne sur la présentation des activités de l'office de tourisme par Édouard Balladur. Ce dernier assure néanmoins que le contrat de station thermale est programmé pour le XI^e plan (*Le Réunionnais*, 27 novembre 1994).

Le *JIR*, s'attarde lui, seulement sur les souvenirs destinés aux époux Balladur : des broderies et des sculptures représentant des thermes et des cryptomerias, issus des différentes visites. L'action politique ne semble pas intéresser cet organe de presse (*JIR*, 24 novembre 1994).

Jean-Jacques Queyranne

La venue du ministre des DOM Jean-Jacques Queyranne en février 2000 marque une certaine progression du cirque malgré un contexte difficile, les dégâts des cyclones Connie et Éline. Cette visite est traitée différemment selon les trois journaux de l'époque.

Le Quotidien met en avant les acteurs officiels du développement de Cilaos et leurs initiatives. L' élu national estime que cette commune est bien desservie en

services publics, ce qui lui permet de faire le point sur l'essor économique des Hauts. Jean-Jacques Queyranne est ravi de l'exemple de Cilaos (*Le Quotidien*, 21 février 2000).

Cette visite a essentiellement lieu dans la petite salle communale du hameau d'Îlet-à-Cordes. Les différents acteurs lui présentent les difficultés du Cirque. Edmond Lauret, directeur de la Direction de l'agriculture et des forêts (DAF) annonce que les productions sont très touchées. Le commissaire à l'Aménagement des Hauts rappelle au ministre des DOM la signature du contrat de station touristique par la secrétaire d'État au tourisme, Michelle Demessine. Ce document prévoit de préserver le village et son mode de culture traditionnelle (*Le Quotidien*, 19 novembre 1999). Le *JIR* met l'accent sur la solidarité nationale face aux dégâts des aléas cycloniques. Jean-Jacques Queyranne affirme le soutien de l'État face à la catastrophe naturelle par un plan de secours (avec évaluation des besoins), « il est bien de marquer la solidarité nationale ». Un fonds d'indemnité de 68 millions a été alloué pour l'ensemble des dégâts à La Réunion. Il rencontre aussi un agriculteur, Volçy Payet, dont le champ de maïs a été détruit par le cyclone Connie. Le ministre des DOM fait honneur à son hôte en buvant son vin, « comme le muscat ». Ce déplacement a aussi un aspect politique pour le *JIR*. La bidépartementalisation y est évoquée. Jacques Técher déclare « Deux départements, ça va nous soulager ». Il a fait voter une motion en ce sens en novembre 1999 au conseil municipal. Jean-Jacques Queyranne lui répond « Alors je suis ici chez les Sudistes convaincus ! » (*JIR*, 21 février 2000).

Pour la première fois, *Témoignages* s'intéresse à la venue d'un ministre des DOM à Cilaos. Il relate l'arrivée du ministre par hélicoptère au stade d'Îlet-à-Cordes, « de nombreux officiels (sous-préfets, gendarmes, préfet, ...) ont agité ce coin calme et paisible ». C'est surtout pour mettre en valeur les initiatives des élus proches du PCR. Jacques Técher veut passer d'une agriculture « sociale » à une plus « économique » (agro-tourisme) ! Le directeur de la DAF annonce que 17 hectares sont menacés de non reprise d'activité. Aurélien Nassibou élu cilaosien à la chambre d'Agriculture, et membre du PCR, évoque les lourdeurs administratives pour l'installation des jeunes agriculteurs : versement de prime en retard, impossibilité de reprises de fermes familiales par l'absence de diplômés. Peu rancuniers, ces derniers offrent au ministre des DOM un sachet de lentilles et une bouteille de vin (*Témoignages*, 21 février 2000).

Visites politiques

Ces visites, qui sont davantage des visites de constatations que des actions concrètes en faveur du développement de Cilaos, témoignent des relations entre les pouvoirs locaux. La source principale est *Le Quotidien*. Ce choix se justifie

aisément : dans ses colonnes, différentes opinions sont exprimées de droite comme de gauche.

Visites préfectorales

Selon la personnalité du représentant de l'Etat, le déroulement de la visite n'a pas le même impact sur le soutien du développement cilaosien.

La visite du Préfet Emanuel Constantin en 1990 est l'un des rares déplacements tendus, selon *Le Quotidien*, entre les élus locaux et leur hôte. Au début tout se passe bien. Il commence par visiter les thermes. Le maire est, lui, fier de présenter les dernières avancées agricoles du Cirque par la visite chez un producteur de vin Isabelle à Bras-Sec et aussi le déplacement sur les terrains d'expérimentations agricoles montrant une diversification des fruits expérimentés : pêches, prunes, amandiers, abricots, châtaignes, fraises, maracujas, kiwis, papayes et babacos etc. Simon Lebreton relance la demande de création du téléphérique du Piton des Neiges. La réponse du préfet est sans détour : il ne veut pas de ce projet (*Le Quotidien*, 1^{er} mars 1990).

Le déplacement du préfet Hubert Fournier, s'effectuant dans le cadre de sa tournée des communes en 1993, est plus serein selon les articles du *Quotidien*. Sa venue et son retour se sont faits, de manière exceptionnelle, en voiture ! L'équipe municipale et le maire l'ont accueilli au *Vieux Cep*. Ce passage du préfet est toujours propice aux doléances des élus : création d'un distributeur de billets, le financement des LES, la réfection de l'école du centre, la formation de brodeuses par un centre national (où les formatrices rémunérées par l'État) et d'un centre d'urgences pour l'hôpital de Cilaos. Ces demandes d'aides sont causées par un contexte difficile à Cilaos. Les problèmes sont multiples. Le relief complique l'exploitation des sols et l'urbanisme. L'enclavement pose un problème d'intercommunalité. Le niveau de formation de la population est insuffisant, l'activité agricole est fragile... Hubert Fournier est « à Cilaos pour écouter, voir et comprendre », sans solution immédiate. Le préfet peut ainsi admirer les progrès viticoles du Cirque : nouveaux cépages depuis 1991, création d'une coopérative, etc. Il a le droit de goûter au nouveau vin de Cilaos chez un viticulteur, Auguste Boyer. Hubert Fournier visite également des lieux de développement touristique : les thermes, en attente d'obtenir le projet de station touristique et thermale. La visite de la Maison de la Broderie est effectuée en présence de sœur Anasthasie. Cette dernière veut déposer un label « Broderie de Cilaos », tradition introduite par Angèle Mac-Auliffe. Le préfet visite aussi le pays d'accueil affichant une fréquentation de 100 000 touristes par an. La visite de terrain se conclut avec la visite du chantier du lotissement Jacarandas. Il est toutefois retardé par des problèmes d'approvisionnement en bois et au cyclone Colina. Avant son départ, le

préfet remet à des jeunes de Palmiste-Rouge leurs passeports dans le cadre de leur prochain voyage en métropole et en Belgique (*Le Réunionnais*, 13 février 1993).

Invitations des élus locaux des leaders politiques

Les invitations des élus locaux des leaders politiques sont le symbole d'une détente politique retrouvée. La réunion-meeting chez le candidat du PCR, au lieu-dit Matarum, Aurélien Nassibou montre que les rapports entre personnalités politiques sont devenus plus sereins depuis la fin de l'ère Accot. Le maire Simon Lebreton (de Droite) et Paul Vergès, leader du PCR, sont venus apporter leur soutien au représentant local du parti aux élections cantonales de 1992. Ils se côtoient brièvement. Ce contrôle de l'expression populaire n'est pas à son premier essai. *Témoignages* évoque des faits similaires. Lors des législatives de 1968, une réunion d'information est perturbée chez un militant à Cilaos au lieu-dit Trou Pilon. Elle regroupe des sympathisants communistes tels qu'Aurélien Nassibou et Paul Vergès, ainsi que d'autres membres de mouvements affiliés au parti. Avant le début de leur intervention, ils sont intimidés par des nervis du maire Irénée Accot, départementaliste convaincu. La violence est multiple : joutes verbales, agressions physiques et jets de galets (*Témoignages*, 4 mars 1992).

D'autres journaux eux, s'orientent sur la mise en valeur des hommes politiques influents dans le département dans la visite du territoire cilaosien. Ainsi, un enfant de Cilaos revient en avril 1994, quant à lui, sur ses terres natales, le tout nouveau président du CG en 1994, Christophe Payet. *Le Quotidien* décide de s'attarder sur la partie émotionnelle de ce déplacement. Ce retour est un symbole. L'élu a été menacé de l'ordonnance Debré en 1965 pour avoir voulu se présenter aux municipales. Cette visite se veut personnelle, par la présence de sa mère dans son village natal. Un administré, qui n'est autre que son ancien élève et actuel maire, a un autre dessein pour lui. L'ancien élève du président du CG, Simon Lebreton, décide de l'accueillir avec les fastes municipaux : accueil et discours à la mairie, drapeaux et participation des enfants des écoles du cirque à cette « fête » (*Le Quotidien*, 9 avril 1994). Pour *Le Réunionnais*, Christophe Payet, de par ses liens avec le maire, l'appuie dans ses projets. Il visite les thermes d'Irénée Accot, occasion d'annoncer le soutien aux thermes (permis de construire pour une usine d'eau, subvention de 3,1 millions, maison du thermalisme). Une première tranche d'aide du CG pour 1994 est allouée pour le renforcement du réseau électrique, des travaux d'alimentation en eau, l'équipement culturel) et l'amélioration du réseau routier de Palmiste-Rouge. Il répond enfin à la demande de Simon Lebreton, depuis 1992, d'une halte routière. Le président du CG rencontre le président de l'Association des Planteurs de Lentilles de Cilaos, Joël Dijoux. Il constate les progrès

de cette culture : nouvelles techniques d'épierrage et de mécanisation depuis son départ du cirque (*Le Réunionnais*, 22 septembre 1994).

Le passage à Cilaos de François Bayrou, président de l'Union pour une Démocratie Française (UDF), sur l'invitation sans doute du conseiller général Paul Técher, est probablement motivé par la tenue des élections européennes de 1999. Il profite néanmoins d'une petite visite de la maison de la broderie, gérée par le CG. Ce déplacement est le moment pourtant, selon *Le Quotidien*, de tester les liens entre le parti national et ses partenaires locaux (*Le Quotidien*, 15 mai 1999).

Ce déplacement conclut cette démonstration synthétique de ces années de visites à Cilaos à travers la presse.

CONCLUSION

Le rôle des médias sur la diffusion et la censure des visites politiques a forgé deux intimes convictions. L'influence de ces mouvements est dépendante de deux paramètres : la nature des visites et l'acteur politique en lui-même.

Après 2001, le politique est peu à peu passé au second plan, à juste titre, face au tourisme. Cilaos est en perte d'attractivité politique. Qu'advient-il si rien n'est fait ? Cilaos aura-t-elle les moyens de se relancer par l'action du politique ?

Le Cirque est en cours de mutation de son logiciel d'attractivité politique : l'abolition des idéologies stériles. En ce sens, la collaboration entre le député de gauche Jean-Jacques Vlody et le maire divers droite Paul Franco Técher, malgré leur divergence idéologique, se fait afin de sauver l'hôpital de Cilaos.

BIBLIOGRAPHIE

Journaux ADR

- 1PER94 Journal de l'Île de La Réunion
- 1PER131 Le Quotidien de l'Île de La Réunion
- 1PER110 Le Créole
- 1PER82 Le Progrès
- 1PER86 Le Cri du peuple
- 1PER98 Le Balai
- 1PER 94 Journal de l'Île de La Réunion
- 1PER99 Liberté
- 1PER85 Témoignages

Site Internet

Discours.vie-publique.fr/notices/767012500.html

Table des Signes

Archives Départementales de La Réunion : ADR
Conseil Général : CG
Conseil Régional : CR
Direction de l'agriculture et des forêts : DAF
Direction Départementale de l'Agriculture : DDA
Direction Départementale de l'Équipement : DDE
Départements d'Outre-Mer : DOM
Départements et Territoires d'Outre-Mer : DOM-TOM
Direction Régionale des Activités Culturelles : DRAC
Journal de L'Île de La Réunion : JIR
Office National des Forêts : ONF
Parti Communiste Réunionnais : PCR
Point Kilométrique : PK
Postes, Télégraphes et Téléphones : PTT
Le Quotidien de l'Île de La Réunion : Le Quotidien
Route Nationale : RN
Valéry Giscard d'Estaing : VGE
Thien-Ah-Koon : TAK
Union pour une Démocratie Française : UDF
Villages Vacances Familles : VVF